

« Israël vit au jour le jour, sans stratégie de long terme »

7 juillet 2014



« Illégale » pour l'Union européenne, « illégitime » pour les Etats-Unis, la colonisation juive en Cisjordanie est unanimement reconnue comme un danger, non seulement pour le processus de paix mais pour l'existence même d'Israël.

En transférant une partie de sa population dans les territoires palestiniens, Israël accélère la création, entre le Jourdain et la Méditerranée, d'une entité binationale qui risque d'être fatale à son aspiration à être un Etat à la fois « juif et démocratique ».

Pourquoi la société israélienne se montre-t-elle incapable de trancher ce nœud gordien ? C'est la question qui sous-tend Les Seigneurs de la terre, une histoire de la colonisation récemment publiée par les éditions du Seuil.

Ce livre est l'œuvre de deux Israéliens de gauche : l'historienne Idith Zertal, déjà auteure de La Nation et la Mort, une étude du poids de la Shoah dans les mentalités et la politique d'Israël ; et le journaliste Akiva Eldar, qui fut l'une des plumes du quotidien Haaretz.

La colonisation des territoires palestiniens commence quelques semaines après la victoire israélienne de juin 1967. On l'a oublié aujourd'hui, mais les débuts de la colonisation se font sous des gouvernements de gauche, des travaillistes. N'est-ce pas paradoxal ?

IDITH ZERTAL : Jusqu'en 1977, Israël est effectivement gouverné par des équipes à majorité travailliste.

Dans ces années cruciales, qui suivent la guerre de 1967, le premier ministre est Levi Eshkol.

Intelligent, pragmatique, c'est un bon vivant, un homme de compromis, une sorte de François Hollande israélien.

En face de lui, les premiers colons représentent une élite rusée, sophistiquée, déterminée, avec toujours un coup d'avance sur leurs adversaires politiques.

Ils viennent du Parti national-religieux, qui participe à l'époque à la coalition dirigée par les travaillistes mais se sent marginalisé.

Avec la victoire de 1967, la conquête des territoires palestiniens et l'euphorie qui s'ensuit, l'heure sonne pour eux.

Ils parviennent à s'insinuer dans les failles d'un establishment politique vieilli et fatigué et à obtenir son appui, moral, logistique et intellectuel aussi.

Des figures morales, des poètes, des universitaires et d'anciens généraux de gauche sont subitement emportés par l'idée du Grand Israël.

Un autre moment fondateur, c'est l'affaire de Sebastiya, en 1975. Après sept tentatives avortées, un groupe de jeunes radicaux arrache au gouvernement le droit de s'installer en plein cœur de la Cisjordanie, près de Naplouse. Comment le Goush Emounim (Bloc de la foi) est-il devenu la matrice idéologique de la colonisation ?

Une grande partie de la société israélienne s'est plu à se voir dans le Goush Emounim.

Au lendemain de la guerre du Kippour, une saignée qui a traumatisé la société israélienne, ces radicaux ont apporté une impression de renouveau.

Ils ont prospéré sur le sentiment que le pays avait frôlé l'abîme.

A l'inverse des militants de La Paix maintenant, dont on disait, avec ironie, qu'il suffisait de quelques bourses d'études à l'étranger pour s'en débarrasser, ceux du Goush Emounim représentaient comme un retour aux sources. Il s'agissait de soldats, de jeunes gens déterminés et prêts à tout. Ils paraissaient plus juifs, plus dévoués, plus pionniers, plus audacieux. Ils incarnaient ce nouveau juif que le sionisme a toujours imaginé avoir créé.

Parmi les soutiens du Goush Emounim à cette époque, il y a celui de Shimon Pérès, l'actuel président d'Israël, qui allait, vingt ans plus tard, recevoir le prix Nobel de la paix pour son rôle dans la signature des accords d'Oslo...

Comme ministre du premier gouvernement d'Yitzhak Rabin [juin 1974-juin 1977], Shimon Pérès éprouva une sorte de fascination pour les gens du Goush Emounim.

Sa porte leur était ouverte.

Il a débloqué des budgets pour eux.

Leur détermination lui parlait au moment où Israël s'embourgeoisait.

L'attitude de Pérès doit se lire aussi dans le contexte de sa rivalité viscérale avec Rabin, qui, contrairement à lui, supportait difficilement les leaders du Goush.

Il fallut à Pérès passer du pouvoir à l'opposition, après la victoire du Likoud aux législatives de 1977, pour revenir - partiellement - à la raison. Mais entre-temps, tout avait changé.

Le nouveau premier ministre, Menahem Begin, aidé par Ariel Sharon, a mis tout le poids du gouvernement derrière le mouvement des colons pour empêcher la création d'un Etat palestinien.

Comment expliquer qu'à part quelques visionnaires personne à cette époque n'a pressenti le

danger ?

Tout en ayant une dimension messianique prononcée, Israël vit au jour le jour, sans vision de soi ni stratégie de long terme.

Dans la mentalité juive, chaque nouveau jour sans pogrom est comme un miracle.

Rares sont les Israéliens qui ont eu l'imagination et la capacité intellectuelle pour percevoir dès le début la dimension que la colonisation allait prendre.

Il faut aussi reconnaître que le sionisme historique a un aspect expansionniste inné qui correspond au projet des colons.

Israël est une société d'immigrants qui ont colonisé une terre habitée par un autre peuple.

Les colons ont d'ailleurs suivi le vieux dicton sioniste du « dunum après dunum » (une unité de mesure, équivalente à 1 000 m²), le « pas après pas », pour ne pas fâcher « le tsar et les goyim », c'est-à-dire le gouvernement israélien et le monde occidental.

C'est pourquoi personne n'a deviné l'énormité du processus enclenché par le Goush Emounim.

Et c'est ainsi qu'un monstre a été créé, avant même que l'on se réveille.

Un autre aspect du mouvement des colons, et qui émerge au milieu des années 1970, est sa capacité à s'organiser en un groupe de pression très efficace.

Ils sont des orfèvres en la matière.

Dès les années 1974-1975, lors des visites à Jérusalem d'Henry Kissinger, alors secrétaire d'Etat américain, qui venait inciter Israël à se retirer du Sinaï, les colons organisent, avec le soutien en coulisses du général de réserve Ariel Sharon, des protestations d'un type radicalement nouveau : insultes antisémites, tapage nocturne devant l'hôtel de Kissinger, routes barrées, manifestations qui dégénèrent en affrontements avec la police.

Tous les successeurs de Kissinger et tous les gouvernements israéliens, même celui d'Ariel Sharon en août 2005, lors du retrait de Gaza, ont vécu ça.

Pour l'extrême droite israélienne, la paix, avec les retraits qu'elle implique, est vue comme une menace à dimension « holocaustique » qui justifie même l'assassinat d'un premier ministre.

Quelle responsabilité a l'armée, qui détient le pouvoir dans les territoires occupés ?

Le rôle de l'armée a été néfaste dès le début.

Par flatterie ou par sympathie, les commandants dans les territoires palestiniens ont agi en partenaires des colons.

Historiquement, il y a eu une réciprocité, une symbiose entre les militaires et les colons qui se traduit aussi en politique.

Les généraux complaisants avec les colons, comme Ehoud Barak, ont fait de belles carrières politiques, contrairement à ceux qui se sont heurtés à eux. Aujourd'hui, c'est encore pire.

La composition de l'armée a complètement changé.

Les fils des kibboutz et des bonnes écoles, omniprésents autrefois dans les rangs des officiers de niveaux intermédiaires et supérieurs, sont en passe d'être supplantés par les fils des colonies.

Qui exécutera demain l'ordre de se retirer des territoires palestiniens si un tel ordre venait à être donné ?

Les colons ont-ils gagné ? Ont-ils définitivement empêché la création d'un Etat palestinien ?

On en est à la troisième génération de colons.

550 000 Israéliens habitent dans les territoires palestiniens.

L'oppression quotidienne du peuple palestinien en est venue à constituer l'état d'esprit d'Israël, la norme, dans une sorte d'anesthésie morale et d'irresponsabilité.

La poursuite de la colonisation est le principe directeur de la politique du gouvernement de Benyamin Nétanyahou.

Rien qu'entre 2009 et 2013, le nombre de colons s'est accru de 18 %.

Toute la campagne de propagande hystérique à laquelle Nétanyahou se livre à l'encontre de l'Iran vise à faire oublier le problème des colonies.

Yuval Diskin, un ancien chef du Shabak [le service de sécurité intérieure], vient d'ailleurs de déclarer que le conflit avec les Palestiniens est beaucoup plus dangereux pour Israël que le programme nucléaire iranien.

Alors, spontanément, j'ai tendance à répondre oui à votre question.

Mais en tant qu'étudiante d'Hannah Arendt, je dois croire, même en des temps si sombres, en la capacité humaine à changer le cours de l'Histoire.

Peut-on vraiment continuer cette politique de la peur et de la suspicion contre le monde entier encore longtemps ?

Veut-on vraiment retourner dans le ghetto après en être sorti ?

D'où peut venir la solution ? De la société israélienne ou de la communauté internationale ?

Les jumeaux israélo-palestiniens sont incapables de résoudre ce conflit par eux-mêmes.

Il est beaucoup trop chargé de mémoire, de mythes et de traumatismes.

C'est beaucoup plus qu'un conflit territorial, comme celui qu'Israël avait avec l'Egypte ou la Jordanie.

Il ne peut y avoir qu'une solution extérieure, imposée par le concert des puissances.

Elle devra être faite d'un paquet de sanctions et d'aides, sur le modèle du plan Marshall.

Les grandes puissances devront concocter une solution qui soit suffisamment généreuse et viable pour les Palestiniens et pas trop humiliante pour les Israéliens.

source

http://www.lemonde.fr/culture/article/2014/01/09/israel-vit-au-jour-le-jour-sans-strategie-de-long-terme_4345614_3246.html

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [ARCHIVES](#) >

• Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/Israel-vit-au-jour-le-jour-sans,4020>